

**MISSION LOCALE ORLEANAISE**

**9 Bld. deVerdun  
45000 ORLEANS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 / 12 / 2022**

**MISSION LOCALE  
LE PRESIDENT**

**MARCEAU VILLARET**

Rania EL HAKKOUNI  
Directrice

**Castelcom** 

**MISSION LOCALE DE L'ORLEANAIS**  
**9 Bld. De Verdun**  
**45000 ORLEANS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

Mesdames, Messieurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Mission Locale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

n

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 5 juin 2023  
Le Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre  
SAS CASTELCOM



Susie LUCAS  
Associée

## Bilan Actif

		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	26 541	26 541		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions	234 492	179 698	54 794	59 654
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	329 566	298 037	31 529	40 767
	Immobilisations corporelles en cours				4 960
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	221 110		221 110	21 015
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	6 382		6 382	9 403
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>818 089</b>	<b>504 275</b>	<b>313 814</b>	<b>135 799</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	6 965		6 965	6 810
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	17	17		
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	670 449		670 449	145 089
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 935 085		1 935 085	1 647 915
	Charges constatées d'avance	2 740		2 740	3 137
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>2 615 257</b>	<b>17</b>	<b>2 615 240</b>	<b>1 802 951</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>		<b>3 433 346</b>	<b>504 292</b>	<b>2 929 054</b>	<b>1 938 749</b>

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

9 403

## Bilan Passif

		31/12/2022	31/12/2021
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	111 381	111 381
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	498 903	165 899
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	650 297	333 004
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>1 260 581</b>	<b>610 284</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	20 853	16 847
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>20 853</b>	<b>16 847</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>1 281 434</b>	<b>627 131</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	706	366
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>706</b>	<b>366</b>
Provisions	Provisions pour risques	721 758	440 885
	Provisions pour charges	298 484	279 274
	<b>Total des provisions</b>	<b>1 020 242</b>	<b>720 159</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	120 308	51 368
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	500 250	481 279
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	5 535	18 916
	Produits constatés d'avance	580	39 530
	<b>Total des dettes</b>	<b>626 672</b>	<b>591 093</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 929 054</b>	<b>1 938 749</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	650 296,74	333 004,11
	(1) Dont à moins d'un an	626 672	591 093
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

## Compte de Résultat

1/2

PRODUITS D'EXPLOITATION

Cotisations

Vente de biens et services

Ventes de biens

dont ventes de dons en nature

Ventes de prestations de service

dont parrainages

Produits de tiers financeurs

Concours publics et subventions d'exploitation

Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable

Ressources liées à la générosité du public

Dons manuels

Mécénats

Legs, donations et assurances-vie

Contributions financières

Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Utilisations des fonds dédiés

Autres produits

Total des produits d'exploitation

31/12/2022

31/12/2021

12 mois

12 mois

3 993 129

3 422 428

458 266

145 418

366

80 694

56 270

41 040

4 508 032

3 689 580

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises

Variation de stock

Achats de matières et autres approvisionnements

Variation de stock

Autres achats et charges externes

Aides financières

Impôts, taxes et versements assimilés

Salaires et traitements

Charges sociales

Dotation aux amortissements et dépréciations

Dotation aux provisions

Reports en fonds dédiés

Autres charges

Total des charges d'exploitation

RESULTAT D'EXPLOITATION

580 388

492 613

207 311

193 141

1 693 919

1 617 757

567 369

517 727

40 741

41 353

755 554

509 666

706

366

6 488

5 610

3 852 476

3 378 233

655 556

311 347

## Compte de Résultat

2/2

		31/12/2022	31/12/2021
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>655 556</b>	<b>311 347</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 330	831
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>Total des produits financiers</b>		<b>2 330</b>	<b>831</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>			
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>2 330</b>	<b>831</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>657 886</b>	<b>312 178</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	2 941	13 451
	Sur opérations en capital	8 321	12 102
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>11 262</b>	<b>25 553</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	18 851	869
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		3 858
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>18 851</b>	<b>4 727</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>(7 589)</b>	<b>20 826</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>4 521 623</b>	<b>3 715 963</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>3 871 327</b>	<b>3 382 959</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>650 297</b>	<b>333 004</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature		75 701	88 034
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>		<b>75 701</b>	<b>88 034</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		75 701	88 034
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>		<b>75 701</b>	<b>88 034</b>



## Règles et Méthodes Comptables

### Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

#### Objet social :

Les Missions Locales existent depuis 1982. Aujourd'hui, il y en a 440 partout en France y compris dans les DOM-TOM. Elles ont été créées pour permettre aux jeunes de 16 à 25 ans d'être écoutés par des professionnels qui les aident à trouver des solutions pour avancer, dans la vie professionnelle (emploi, formation) et/ou dans la vie quotidienne (logement, santé, volontariat, permis de conduire ...).

Les Missions Locales sont comme les jeunes : uniques et particulières. Pour répondre aux besoins des jeunes, elles s'adaptent à l'endroit où elles sont implantées et travaillent avec tous les partenaires du territoire (Pôle emploi, entreprises, CIO, associations ...) pour leur proposer un accompagnement personnalisé.

La Mission Locale de L'Orléanais, est un espace d'intervention au service des jeunes de 16 à 25 ans. Chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé dans le cadre de ses démarches. La structure d'accueil doit apporter des réponses aux questions d'emploi, de formation mais aussi sur le logement ou la santé. Chaque jeune, selon son niveau, ses besoins, ses difficultés peut bénéficier de réponses individualisées pour définir son objectif professionnel et les étapes de sa réalisation, pour établir son projet de formation et l'accomplir, pour accéder à l'emploi et s'y maintenir.

La mission locale intervient dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes dans tous les domaines : orientation, formation, emploi, logement, santé, mobilité, citoyenneté, sports, loisirs, culture et d'accompagnement pour aider les jeunes de 16 à 25 ans à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle. L'objectif de la Mission Locale est de favoriser la concertation entre les différents partenaires pour construire des actions adaptées aux besoins des jeunes et aux réalités locales.

La Mission Locale a aussi pour vocation d'expérimenter et d'innover dans le champ de la jeunesse pour construire des réponses adaptées. La Mission Locale crée, développe et anime des réseaux de partenaires y compris spécialisés. Les jeunes bénéficient dans la Mission Locale d'un suivi global, ils bénéficient d'un suivi prenant en compte toutes les difficultés (santé, logement, etc.) qui pourraient interférer ou gêner leur projet d'insertion professionnelle, ce dans le but de contribuer à lever ces freins. La Mission Locale, est chargée d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'aider les jeunes en démarche d'insertion professionnelle et sociale.

#### Missions sociales :

a) Un accompagnement global au service de l'accès à la vie active Depuis bientôt trente ans, les missions locales ont développé un mode d'intervention global au service des jeunes qui consiste à traiter l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

## Règles et Méthodes Comptables

b) Des services proposés aux jeunes dans trois domaines : professionnel, social et vie sociale - Définition du projet professionnel, accès à une formation professionnelle, recherche d'emploi et intégration dans l'entreprise.

– Information sur la santé et accès aux soins, recherche d'un hébergement et accès à un logement autonome.

– Accès aux droits, participation citoyenne, accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs.

c) Le métier des missions locales : accueil et entretien avec les jeunes, réseau avec les partenaires locaux. L'accueil de proximité est primordial pour les missions locales qui ont mis en place plus de 5000 lieux ouverts au public. Les jeunes se rendent à la mission locale de manière volontaire et sont accueillis immédiatement pour une première réponse à leur demande ou un premier entretien avec un conseiller. L'accompagnement en entretien est le principal mode d'intervention. C'est au cours de l'entretien que le conseiller aide le jeune à s'orienter et détermine avec lui les moyens à mobiliser pour réaliser toutes ses démarches. Afin d'apporter aux jeunes tous les services nécessaires pour lever les freins à l'insertion, la mission locale dispose d'un réseau de partenaires locaux : entreprises, organismes de formation, service public de l'emploi, services de santé de logement et d'action sociale, services publics locaux, collectivités, associations, etc.

d) Un outil d'intervention en direction de la jeunesse associant l'Etat, les collectivités locales et les acteurs du territoire Pour s'adapter au plus près de situations locales, les missions locales ont un statut associatif. Les présidents des conseils d'administration sont toujours des élus participant au financement des missions locales. Dans leurs instances associatives, les missions locales fédèrent les élus des collectivités territoriales, les services de l'Etat, Pôle Emploi, les partenaires économiques et sociaux et le monde associatif. Les missions locales sont une forme de mise en commun de moyens entre l'Etat et les Collectivités Locales.

### Moyens mis en œuvre et

#### ressources :

La Mission Locale de l'Orléanais est composée de 63 salariés :

- o Directrice
- o Responsables de Secteur
- o Responsable des Ressources Humaines
- o Assistantes de Direction
- o Responsable Financière
- o Assistantes Administratives
- o Chargées d'Accueil
- o CIP en alternance
- o Conseillers
- o Psychologue
- o Employés de Ménage

## Règles et Méthodes Comptables

Les ressources de la Mission Locale proviennent des subventions des différents financeurs :

- o L'Etat,
- o Le Conseil Régional du Centre Val de Loire,
- o Le Conseil Départemental du Loiret
- o Pôle Emploi,
- o Orléans Métropole, Les Communes du bassin d'emploi d'Orléans

### Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022**.

Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 13/04/2023 par les dirigeants de l'association.

### Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2022** ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 et 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été

## Règles et Méthodes Comptables

apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la

## Règles et Méthodes Comptables

valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Agencements des constructions : 7 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 3 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 3 à 8 ans

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2022
			Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Viremt p.à p. Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	26 541				26 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 541				26 541
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement	229 532		4 960		234 492
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers					
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	307 882		21 683		329 566
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours	4 960			4 960	
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		542 374		26 643	4 960	564 057
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	21 015		200 095		221 110
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	9 403			3 022	6 382
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30 418		200 095	3 022	227 491
TOTAL		599 332		226 738	7 981	818 089

## Amortissements

INCORPORELLES

Frais d'établissement et de développement

Donations temporaires d'usufruit

Autres

26 541

26 541

**TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES****26 541****26 541**

CORPORELLES

Terrains

Constructions sur sol propre

sur sol d'autrui

instal. agencement aménagement

169 878

9 820

179 698

Instal technique, matériel outillage industriels

Autres instal., agencement, aménagement divers

Matériel de transport

Matériel de bureau, mobilier

267 115

30 922

298 037

Emballages récupérables et divers

**TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES****436 993****40 741****477 734****TOTAL****463 534****40 741****504 275**



## Créances et Dettes

	31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations		
	Prêts		
	Autres immobilisations financières	6 382	6 382
	Clients, usagers douteux ou litigieux	17	17
	Autres créances clients, usagers		
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés	250	250
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 490	7 490
	Impôts sur les bénéfices		
	Taxes sur la valeur ajoutée		
	Autres impôts, taxes versements assimilés		
	Divers	658 436	658 436
	Confédération, fédération, union, entités affiliées		
	Créances reçues par legs ou donations		
	Débiteurs divers	4 273	4 273
	Charges constatées d'avance	2 740	2 740
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>679 588</b>	<b>673 207</b>

Prêts accordés en cours d'exercice  
Remboursements obtenus en cours d'exercice  
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)

	31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Fournisseurs et comptes rattachés	120 308	120 308	
	Dettes des legs ou donations			
	Personnel et comptes rattachés	184 629	184 629	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	282 623	282 623	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	32 997	32 997	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Autres dettes	5 535	5 535	
	Dettes représentatives de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	580	580	
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>626 672</b>	<b>626 672</b>	

Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exercice  
Emprunts dettes associés (personnes physiques)



## Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2022	31/12/2021	Variations	%
<b>Créances rattachées à des participations</b>				
<b>Autres immobilisations financières</b>				
<b>Autres créances clients</b>				
<b>Autres créances</b>	<b>670 025</b>	<b>143 909</b>	526 116	365,5
<b>TOTAL</b>	<b>670 025</b>	<b>143 909</b>	526 116	365,5

Les subventions à recevoir sont déterminées à partir des bilans de réalisations des différentes conventions de financement signées entre l'association et les financeurs publics.

## Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2021	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2022
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	111 381				111 381
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	165 899	333 004			498 903
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	333 004	(333 004)	650 297		650 297
<b>Situation nette</b>	<b>610 284</b>		<b>650 297</b>		<b>1 260 581</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	16 847		12 327	8 321	20 853
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>627 131</b>		<b>662 624</b>	<b>8 321</b>	<b>1 281 434</b>

## Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	269 511	33 796	4 823	298 484
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	450 648	721 758	450 648	721 758
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>720 159</b>	<b>755 554</b>	<b>455 471</b>	<b>1 020 242</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
Sur immobilisations				
incorporelles				
corporelles				
legs ou donations				
des titres mis en équivalence				
titres de participation				
autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers	17	17	17	17
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres				
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>720 176</b>	<b>755 571</b>	<b>455 488</b>	<b>1 020 259</b>

Dont dotations et reprises	- d'exploitation	755 554	455 471
	- financières		
	- exceptionnelles		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I.5e du C.G.I.

## Charges à payer (avec détail)

	31/12/2022	31/12/2021	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 167	25 121	5 045	20,08
Dettes fiscales et sociales	346 793	303 755	43 039	14,17
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	5 535	18 916	(13 381)	-70,74
<b>TOTAL</b>	<b>382 495</b>	<b>347 792</b>	<b>34 703</b>	<b>9,98</b>



**Produits constatés d'avance**

	Période	Montants	31/12/2022
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>		580	580
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			580

## Concours publics et subventions

31/12/2022	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
<b>Concours publics et subventions</b>						
Concours publics		61 230				61 230
Subventions d'exploitation		3 285 549	638 350		8 000	3 931 899
Subventions d'investissement			12 327			12 327
<b>TOTAL</b>		<b>3 346 779</b>	<b>650 678</b>		<b>8 000</b>	<b>4 005 456</b>

## Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2021	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Action Santé - Logement		706				706	
Parrainage QPV	366		366				
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>366</b>	<b>706</b>	<b>366</b>			<b>706</b>	



## Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2022	31/12/2021
Dons en nature		
Prestations en nature		
Prestations en nature des communes	75 701	88 034
Bénévolat	75 701	88 034
<b>Total</b>	<b>75 701</b>	<b>88 034</b>
Répartition par nature de charges	31/12/2022	31/12/2021
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Mise à disposition des locaux		7 323
Mise à disposition du personnel	75 102	70 332
Autres prestations diverses	599	10 378
Personnel bénévole	75 701	88 034
<b>Total</b>	<b>75 701</b>	<b>88 034</b>

## Autres informations

### Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été comptabilisée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2022 pour un montant de 641 758 euros.

La subvention Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) 2022 a été comptabilisée et partiellement encaissée. Une provision a alors été constituée afin de couvrir les charges du suivi des jeunes sur l'exercice suivant, estimée à hauteur de 641 758 euros, correspondant aux heures d'accompagnement individuel estimées pour l'année 2023.

Cette provision s'inscrit dans un contexte où il est recommandé aux missions locales, par la DREETS, de constituer une réserve dédiée afin de couvrir le financement en année N+1 des suites de parcours des jeunes.

### Rémunération allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas communiqué.

En effet, les administrateurs sont bénévoles et la directrice est salariée. Cela reviendrait donc à donner une rémunération individuelle.

### Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature concernent des prestations diverses des communes.

### Rémunération du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes titulaires, concernant la certification des comptes au 31/12/2022 s'élèvent à 4 752€.

**MISSION LOCALE ORLEANAISE**

**9 Bld. deVerdun  
45000 ORLEANS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Exercice clos le 31 / 12 / 2022**

**MISSION LOCALE  
LE PRESIDENT**

**MARCEAU VILLARET**

**Rania EL HAKKOUNI**  
*Directrice*

**Castelcom** 

**MISSION LOCALE DE L'ORLEANAIS**

**9 Bld. De Verdun**

**45000 ORLEANS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

Mesdames, Messieurs

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées .

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il nous appartient, selon les termes de l'article R 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

***CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT***

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du code de commerce.

Fait à Orléans, le 5 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre  
SAS CASTELCOM



Susie LUCAS  
Associée

MISSION LOCALE DE L'ORLEANAIS  
DIRECTION  
9 Bld. De Verdun  
45000 ORLEANS